

Le chèque éducation, promesse de campagne de Trump



Article rédigé par *Constance Prazel*, le 13 mars 2017

Mardi 28 février, dans son discours au Congrès, Donald Trump réaffirmait sa volonté d'aller au bout d'une de ses promesses de campagne, favoriser le financement public, par l'impôt, de frais d'inscription dans les charter schools publiques, les écoles privées mais aussi les écoles confessionnelles.

Durant sa campagne, il a martelé que le problème éducatif qui frappe principalement les enfants des communautés afro-américaine et hispanique ne pourrait être résolu par les écoles publiques, qualifiant le libre choix en matière scolaire de « question centrale pour notre temps en matière de droits civils. »

Pour Trump, le libre choix est la réponse à apporter aux enfants défavorisés, souhaitant par là que le soutien financier suive un enfant où qu'il aille, dans le public, le privé ou le confessionnel, du moment que cela correspond à ses besoins et au souhait de sa famille.

Le Département de l'éducation indique que plusieurs projets sont à l'étude, pour créer un programme au niveau fédéral de libre choix scolaire, par le biais de bourses financées par crédit d'impôts (tax credit scholarships), qui permettrait à des particuliers comme à des entreprises de faire des dons déductibles des impôts à des réseaux non lucratifs d'écoles privés, destinés à fournir des bourses pour les frais d'inscription.

Une autre voie est explorée, visant à permettre aux écoles d'obtenir directement des fonds du Département de l'éducation, en soutien aux étudiants aux faibles revenus.

Avant les élections, Trump a communiqué sur le chiffre de 20 milliards de dollars pour un plan de soutien de libre choix.

L'enthousiasme reste encore limité au Congrès, mais aussi chez les partisans du libre choix, qui redoutent en particulier un contrôle gouvernemental sur les admissions en écoles privées. C'est l'intrusion du niveau fédéral qui est en question, la compétence de l'éducation étant normalement du ressort des Etats. En ligne de mire également, la question du soutien étatique aux écoles confessionnelles, même si plusieurs jurisprudences l'ont déjà rendu possible par le passé (Cleveland).

Quant aux partisans des écoles publiques, ils redoutent une forme insidieuse de ségrégation, par la religion ou la race, cette fois du fait des parents, à la recherche d'une école « racialement homogène » pour leurs enfants.

Dans tous les cas, le ministre Betsy DeVos et le président Trump ont réaffirmé leur détermination pleine et entière sur le dossier.

Source : Libertéscolaire.com